

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 29 janvier 2026**

L'an deux mille vingt-six et le vingt-neuf janvier à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents :** MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, LEYNAUD Michel, BOYER Alain, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

**Excusés :** TASTEVIN Marie-Françoise donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à DAUMAS Jacques, MARRON Corentin donne procuration à TEYSSIER Nicolas, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à GAILLARD Pascal, JEAN LEYNAUD Sylvie donne procuration à BOUSCHON Max, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume

**Absents :** AMRANI Hasiba, KAPPEL Roger

**Secrétaire de séance : Nicolas TEYSSIER**

**Date de la convocation :**

**Délibération n°2026-007**

**22 janvier 2026**

**OBJET : Budget annexe Abattoir - Augmentation des tarifs**

Transmis au représentant de l'Etat le :

Affiché le : - 4 FEV. 2026

Notifié le :

- 4 FEV. 2026

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-1 et L.2224-2 relatifs aux services publics industriels et commerciaux et à la gestion des budgets annexes ;  
**Vu** la délibération n°2025-011 du 30 janvier 2025 portant hausse des tarifs d'abattages ;  
**Vu** le projet de tarification joint en annexe ;

Considérant les fortes hausses subies depuis 2023, notamment en matière de masse salariale, de coûts de l'énergie, de matières premières nécessaires à la production, de matériel de maintenance et de réparation, ainsi que des coûts de collecte et de traitement des déchets ;

Considérant le constat d'une consommation excessive d'eau générée par le nettoyage des bétailières ;

Considérant que les derniers états comptables font apparaître un niveau d'impayés particulièrement préoccupant, fragilisant directement l'équilibre financier du budget annexe de l'abattoir, ses capacités d'investissement et, à terme, la continuité du service public ;

Considérant qu'il appartient à la collectivité de prendre toute mesure nécessaire afin de garantir la soutenabilité financière du service et d'enrayer sans délai la dérive des créances clients ;

Considérant qu'il est, à ce titre, nécessaire de renforcer les règles applicables en matière de paiement des prestations, en conditionnant l'accès au service au respect des obligations financières des usagers ;

Considérant qu'il est également nécessaire de réviser les tarifs d'abattage et des prestations annexes afin de tenir compte de l'évolution des charges du service ;

Il est proposé au Conseil municipal :

- D'instaurer la mise en place d'un jeton d'eau à 2 € pour le nettoyage des bétailières ;
- De préciser que lesdits jetons seront vendus par lots de 10 minimum ;
- D'approuver une hausse des tarifs, à compter du 1er mars 2026, selon les modalités suivantes :
  - o une augmentation de 1,5 % des prestations d'abattage, toutes catégories animales confondues, à l'exception de l'abattage de porcs pour les grossistes et bouchers ;
  - o une augmentation de 1,5 % des prestations diverses, incluant notamment les contributions liées aux coproduits, à la collecte des déchets, aux opérations de salage et prestations assimilées ;
  - o une augmentation spécifique des tarifs d'abattage dans le cadre de l'Aïd, fixée à :
    - +2 € par pièce pour les jours dits « standards » ;
    - +5 € par pièce pour les jours fériés et dimanches.
- D'instaurer un dispositif de suspension des prestations en cas d'impayés, applicable à compter du 1er février 2026, selon les règles suivantes :
  - o tout client présentant une ou plusieurs factures échues non réglées depuis plus de deux mois pourra se voir suspendre l'accès aux prestations d'abattage ;
  - o aucune carcasse ne pourra être acceptée à la réception tant que la situation du client n'aura pas été régularisée ;
  - o la reprise des prestations sera conditionnée soit au paiement intégral des sommes dues, soit, le cas échéant, à la mise en place d'un plan de règlement après avis et validation du le comptable public.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Approuve** la nouvelle tarification ci-annexée, ainsi que celle relative aux autres prestations, à compter du 1er mars 2026 ;
- **Approuve** le principe de suspension des prestations d'abattage en cas d'impayés, dans les conditions définies ci-dessus ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER,  
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))